

**REGLEMENTS GENERAUX**

<b>I – GENERALITES.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 – DELEGATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – TERRITORIALITE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – CONDITIONS D’ENGAGEMENT DES GROUPEMENTS SPORTIFS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – RAPPROCHEMENT DE CLUBS.....</b>	<b>3</b>
1. Les unions (articles 317 à 323 des règlements généraux de la FFBB).....	3
2. Les ententes (articles 327 à 331 des règlements généraux de la FFBB).....	3
3. Les coopérations territoriales de clubs (articles 332 à 337 des règlements généraux de la FFBB).....	4
<b>ARTICLE 5 – PARTICIPATION DES EQUIPES RESERVES :.....</b>	<b>4</b>
<b>II – LICENCES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 – COULEUR DE LICENCES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 – LISTE DES JOUEURS « BRULES ».....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 8 – VERIFICATION DES LISTES DE « BRULES ».....</b>	<b>5</b>
<b>III - SANCTIONS ET PENALITES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 – FAUTES TECHNIQUES ET DISQUALIFIANTES.....</b>	<b>6</b>
1. Fautes disqualifiantes.....	6
2. Cumul de fautes techniques et disqualifiantes sans rapport.....	6
a) Sanctions des licenciés suite au cumul de fautes techniques et/ou disqualifiantes sans rapport ....	6
b) Pénalités administratives automatiques à l’encontre des clubs.....	7



### ARTICLE 1 – DELEGATION

1. Dans le cadre de la délégation de pouvoir confiée aux ligues régionales (article 201 et suivants des règlements généraux), la ligue régionale Nouvelle-Aquitaine organise et contrôle les épreuves sportives régionales.
2. Les épreuves sportives organisées par la ligue Nouvelle-Aquitaine de basketball sont :
  - Le championnat régional senior masculin **Pré Nationale**
  - Le championnat régional senior féminin **Pré Nationale**
  - Le championnat régional senior masculin **2 (RM2)**
  - Le championnat régional senior féminin **2 (RF2)**
  - Le championnat régional senior masculin **3 (RM3)**
  - Le championnat régional senior féminin **3 (RF3)**
  - Les championnats régionaux jeunes et coupes (U20 masculins, U17 masculins, U18 féminines, U15 masculins, U15 féminines, U13 masculins, U13 féminines)
  - La Super Coupe du Journal Sud Ouest
  - La coupe Nouvelle-Aquitaine masculine
  - La coupe Nouvelle-Aquitaine Féminine
  - Les coupes jeunes (U20 masculins, U17 masculins, U18 féminines, U15 masculins, U15 féminines, U13 masculins, U13 féminines)
  - Les tours de la phase territoriale seniors du Trophée Coupe de France
  - Les épreuves de détection

### ARTICLE 2 – TERRITORIALITE

Les épreuves sportives ci-dessus sont réservées aux groupements sportifs relevant territorialement de la ligue régionale exception faite des groupements sportifs bénéficiant d'une autorisation fédérale spéciale.

### ARTICLE 3 – CONDITIONS D'ENGAGEMENT DES GROUPEMENTS SPORTIFS

1. Les groupements sportifs désirant participer aux épreuves sportives susvisées devront être régulièrement affiliés à la F.F.B.B.
2. Ils doivent, en outre, être en règle financièrement avec la F.F.B.B, leur ligue et leur comité départemental.
3. Afin de pouvoir prétendre s'engager au sein d'une compétition, les groupements sportifs doivent détenir les droits sportifs nécessaires à cet engagement.
4. Sous réserve des dispositions susvisées, les groupements sportifs désirant participer aux différentes épreuves doivent adresser leurs engagements dans les délais et acquitter les droits financiers déterminés chaque saison sportive par le comité directeur de la ligue (voir dispositions financières) et accepter les conditions d'engagement.

### ARTICLE 4 – RAPPROCHEMENT DE CLUBS

1. Les unions (articles 317 à 323 des règlements généraux de la FFBB)

Une équipe d'union peut opérer en championnat pré nationale féminin ou masculin.

2. Les ententes (articles 327 à 331 des règlements généraux de la FFBB)

Les ententes ne peuvent pas participer au championnat de ligue senior et jeune.



Une équipe d'entente ne peut changer de type (entente vers inter-équipe ou entente vers équipe en nom propre) au cours de la saison sportive.

### 3. Les coopérations territoriales de clubs (articles 332 à 337 des règlements généraux de la FFBB)

Pour être homologuée, une CTC ne peut être constituée qu'entre 2 ou 3 clubs situés sur le territoire d'un même Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI). Toutefois le Bureau Fédéral peut accorder, toute dérogation relative au nombre de clubs constituant la CTC et/ou le périmètre géographique de ces clubs, après avoir recueilli l'avis de la commission fédérale Démarche Clubs, laquelle aura également et préalablement obtenu l'avis de la ou des ligues régionales concernées. Si la collaboration concerne des clubs de comités ou de ligues différents, une convention de rattachement dérogatoire sera nécessaire.

Les équipes de coopération territoriales de clubs peuvent participer au championnat de ligue, senior et jeune dès que celles-ci sont homologuées par la FFBB (noms propres ou inter-équipes).

### ARTICLES – PARTICIPATION DES EQUIPES RESERVES (CODIR LIGUE DU 4 JUILLET 2020)

Les équipes 3 ne sont pas admises en championnat régional à l'exception des groupements sportifs dont l'équipe 1 évolue en PROA – PROB – LFB – LF2 – NM1 – NM2 – NF1 – NF2 dont les conditions de participation sont définies suivant l'article 434.5 et 6 des règlements généraux de la FFBB.

## **II – LICENCES**

### ARTICLE 6 – COULEUR DE LICENCES

Les deux premiers caractères des numéros identitaires des licences sont des lettres qui déterminent la couleur de licence, ainsi que pour les couleurs jaune et orange, le niveau de pratique autorisé.

Selon la couleur de la licence, les numéros identitaires sont déterminés comme suit :

Couleur	N° identitaire	Niveau de pratique autorisé (sous réserve du respect des règles de participation de chaque niveau)
Blanc	BC	Tous
Vert	VT	Tous
Jaune	JN	Niveau qualificatif championnat de France
Jaune	JH	Inférieur niveau qualification au championnat de France
Orange	OH	Inférieur niveau qualification au championnat de France
Orange	ON	Niveau qualificatif championnat de France

### ARTICLE 7 – LISTE DES JOUEURS « BRULES »

1. Les associations sportives ayant leur équipe 1 et 2 en championnat de France ou en championnat régional devront obligatoirement faire parvenir à la commission régionale des compétitions avant le début des championnats :



- la liste des 5 meilleurs joueurs qui participeront régulièrement aux rencontres de l'équipe 1, et qui ne pourront, en aucun cas, jouer avec l'équipe 2.

- la liste des 5 meilleurs joueurs qui participeront régulièrement aux rencontres de l'équipe 2, et qui ne pourront, en aucun cas, jouer dans une division inférieure.

Les listes doivent impérativement être composées de joueurs qualifiés à la date du dépôt de la liste. Si la liste des joueurs brûlés comporte des joueurs non qualifiés à la date d'une rencontre, celle-ci sera sanctionnée. (voir dispositions financières).

Les groupements sportifs qui n'adressent pas à la ligue, avant le début du championnat, la liste des joueurs brûlés sont passibles de sanctions par rencontre disputée jusqu'à ce que la liste des joueurs brûlés soit déposée. (voir dispositions financières).

En l'absence de la transmission de la liste des joueurs brûlés, la commission régionale des compétitions pourra, après la troisième rencontre, se substituer à l'association sportive et établir arbitrairement cette liste. La liste établie par la commission régionale des compétitions ne pourra donner lieu à contestation

Si un joueur appartenant à la liste des « brûlés » participe à une rencontre de l'équipe de division inférieure, la rencontre de la division inférieure sera perdue par pénalité. A savoir une perte de la rencontre avec zéro point au classement et une pénalité financière (voir dispositions financières).

## **2. Phases finales (seniors et jeunes) et fin de championnat seniors**

Les joueurs des équipes 2 ayant participé au championnat de leur équipe 1 doivent avoir joué au moins 75% des rencontres en équipe 2 pour pouvoir participer aux 5 dernières rencontres de championnat sénior de l'équipe 2 et aux phases finales (seniors et jeunes).

### **ARTICLE 8 – VERIFICATION DES LISTES DE « BRULES »**

1. La commission régionale des compétitions est chargée de vérifier la régularité des listes déposées par les groupements sportifs. Lorsqu'elle l'estime opportun, elle modifie les listes déposées et en informe les groupements sportifs concernés par mail. Les comités départementaux, dont ils relèvent, sont également informés.

2. Pour lui permettre de procéder à cette vérification, la commission régionale des compétitions peut faire appel à des personnalités qualifiées pouvant émettre une opinion autorisée sur la valeur des joueurs.

3. Les joueurs non "brûlés" en équipe 1 peuvent participer seulement aux rencontres disputées par l'équipe immédiatement inférieure.

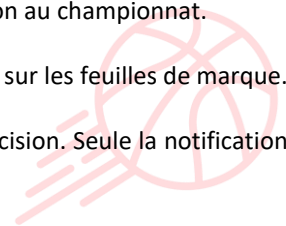
Les joueurs non "brûlés" en équipe 2 peuvent participer aux rencontres disputées par l'équipe immédiatement inférieure.

4. La commission régionale des compétitions peut, à tout moment, modifier la liste déposée en fonction des participations effectives des joueurs, aux rencontres de l'équipe supérieure.

5. Le groupement sportif peut demander la modification de la liste des brûlés jusqu'à la fin des rencontres aller pour les raisons suivantes :

- raisons médicales impliquant un arrêt d'activité sportive supérieur à 2 mois.
- mutation professionnelle ou changement de domicile rendant impossible la participation au championnat.
- non-participation d'un joueur aux rencontres de l'équipe concernée, dûment constatée sur les feuilles de marque.

La commission régionale des compétitions apprécie le bien-fondé de la demande et notifie sa décision. Seule la notification de la commission régionale des compétitions, adressée au club, rendra la notification officielle.



Les joueurs brûlés d'une équipe exclue du championnat ne peuvent plus évoluer dans une (éventuelle) équipe de niveau inférieur.

### III - SANCTIONS ET PENALITES

#### ARTICLE 9 – FAUTES TECHNIQUES ET DISQUALIFIANTES

##### 1. Fautes disqualifiantes

Un licencié sanctionné d'une faute disqualifiante au cours d'une rencontre est immédiatement exclu du jeu conformément à l'article 38 du règlement officiel de basketball.

Si à l'issue de la rencontre :

- l'arbitre ne mentionne rien sur la feuille de marque, la sanction prend fin avec la rencontre,

- l'arbitre indique au dos sur la feuille de marque la mention suivante : « FD avec rapport » en précisant succinctement le motif de ce rapport, le licencié sanctionné de la faute disqualifiante avec rapport est immédiatement suspendu à titre conservatoire, sans autre avis, jusqu'au prononcé de la décision par l'organisme disciplinaire compétent.

Cette annotation doit être contresignée par les capitaines en titre des deux équipes. Si l'un des capitaines refuse de signer, l'arbitre devra consigner ce refus sur la feuille de marque.

L'arbitre devra adresser son rapport à la commission régionale disciplinaire 72 h après la fin de la rencontre par tout moyen. Il devra préciser les nom, prénom, numéro de licence et titre de l'association ou société sportive du joueur concerné et adresser lui-même la feuille de marque et son rapport à la commission régionale disciplinaire.

##### 2. Cumul de fautes techniques et disqualifiantes sans rapport

Les structures fédérales, régionales ou départementales compétentes doivent saisir les fautes techniques et disqualifiantes sans rapport infligées au licencié sur le logiciel FBI (à l'exception des fautes B) dans le délai maximum de 15 jours après la rencontre concernée.

La commission de discipline compétente sera saisie par l'alerte générée par le logiciel FBI.

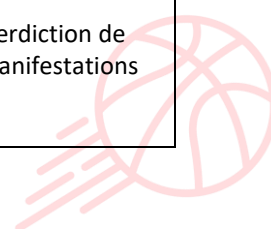
##### a) Sanctions des licenciés suite au cumul de fautes techniques et/ou disqualifiantes sans rapport

Dans l'hypothèse du cumul de trois (3) fautes techniques et/ou disqualifiantes sans rapport, le licencié, son club ou la personne qui le représente pourra faire valoir sa défense en adressant à l'organe disciplinaire régional ses observations écrites et détaillées des circonstances ayant provoqué les fautes techniques et/ou disqualifiantes sans rapport à son encontre et pourra demander à comparaitre devant l'organe disciplinaire régional en application des articles 13.7 et 16.2 du règlement disciplinaire général.

Ces observations et/ou cette demande de convocation, devront être adressées à la commission disciplinaire régionale dans les 15 jours maximum suivant la dernière rencontre en cause.

En l'absence de transmission d'observations et/ou de demande de convocation, en application de l'article 16 du règlement disciplinaire général, le licencié se verra infliger les sanctions suivantes :

Cumul de trois (3) fautes techniques et/ou disqualifiantes sans rapport	Un (1) weekend sportif ferme d'interdiction de participer aux compétitions et/ou manifestations sportives
---	---



Le ou les weekends sportifs d'interdiction de participer aux compétitions et/ou manifestations sportives seront fixés par l'organisme disciplinaire régional et comprendront nécessairement une rencontre de la compétition du plus haut niveau au titre de laquelle le licencié a été sanctionné.

La suspension sera notifiée en application des modalités de l'article 17 du règlement disciplinaire général.

Dans l'hypothèse de l'imputation d'une 5<sup>ème</sup> faute technique et/ou disqualifiante sans rapport et pour chaque faute technique et/ou disqualifiante sans rapport suivante, il sera procédé à l'ouverture d'un dossier disciplinaire.

La sanction sera applicable conformément aux modalités d'exécution prévues à l'article 23-1 des règlements disciplinaires.

Pour l'application des dispositions du présent article, les fautes techniques commises par un entraîneur adjoint, un remplaçant, un joueur exclu ou un accompagnateur (= fautes « B » infligées à l'entraîneur) ne sont pas comptabilisées.

#### **b) Pénalités administratives automatiques à l'encontre des clubs**

Une pénalité financière automatique pourra être notifiée par la commission en charge des compétitions organisatrice à l'encontre de l'organisme à but lucratif, de l'association ou de la société sportive avec lequel un joueur ou un entraîneur a un lien juridique et qui aura été sanctionné d'une faute technique ou disqualifiante sans rapport.

Le principe et les montants de telles pénalités financières automatiques doivent être validés chaque année par le comité directeur de la ligue.

